



Article 29 : nouvelles exigences et nouvelles ambitions pour 2023

Avec la Direction Générale du Trésor, Carbon4 Finance et
CDC Biodiversité

28 Octobre 2022



Direction générale du Trésor





Arthur Campredon
Adjoint chef de bureau
Finance responsable
Direction Générale du
Trésor



Antoine Cadi
Directeur Recherche et
Innovation
CDC Biodiversité



Mélissa Perez
Head of Business
Development
Carbon 4 Finance



Mona Huys
Experte réglementaire
Carbon4 Finance

Agenda du jour

- 1. Exigences du décret Article 29 LEC** - avec *Arthur Campredon*
- 2. Expertise climat et biodiversité : partenariat de CDC Biodiversité et Carbon4 Finance** – avec *Antoine Cadi*
- 3. Présentation de Carbon4 Finance: 3 méthodologies climat et biodiversité** – avec *Mélissa Perez*
- 4. Solution complète de rapport pour répondre à l'Article 29 LEC** – avec *Mona Huys*
- 5. Temps de questions**

Agenda du jour

- ▶ **1. Exigences du décret Article 29 LEC - avec *Arthur Campredon***
- 2. Expertise climat et biodiversité : partenariat de CDC Biodiversité et Carbon4 Finance – avec *Antoine Cadi*
- 3. Présentation de Carbon4 Finance: 3 méthodologies climat et biodiversité – avec *Mélissa Perez*
- 4. Solution complète de rapport pour répondre à l'Article 29 LEC – avec *Mona Huys*
- 5. Temps de questions

SOMMAIRE

1. Présentation générale du décret et des différentes exigences,
2. Quelques premiers constats sur l'exercice 2022,
3. L'exercice 2023 et les attentes des autorités publiques.

Le décret 29 LEC s'inscrit dans la continuité du dispositif préexistant tout en mobilisant les marges de manœuvre permises par le droit européen

Objectifs du décret d'application de l'article 29 de la Loi Energie-Climat

Tenir compte de l'antériorité du dispositif français

Conserver et préciser les dispositions issues du dispositif français issu de l'article 173-VI:

Politique et moyens consacrés à la contribution à la transition écologique et énergétique : moyens internes, alignement Accord de Paris, alignement biodiversité...

Publication de **cibles indicatives** prédéfinies sur l'alignement sur les objectifs de T° de l'Accord de Paris

Aller plus loin que le cadre européen au titre de l'art. 29 LEC

Renforcer le dispositif français pour répondre aux exigences de la loi énergie-climat :

Focus explicite supplémentaire sur les **risques** associés au changement climatique et liés à la biodiversité

Précision sur l'intégration des facteurs ESG dans les dispositifs de gestion des risques (pallier l'absence de mandat de RTS au titre de l'article 3 de SFDR)

Tirer les leçons de cinq années d'expérience française

Intégrer la logique de double matérialité issue du dispositif SFDR (PAI/risques de durabilité) et des **leçons du bilan de 2019**

Articuler le dispositif autour d'une distinction claire des informations, pour chaque type de politique, relatives à la gouvernance, à la stratégie, la gestion des risques et aux métriques/cibles adoptées (**recommandations TCFD**)

Le détail du contenu des informations à publier est précisé dans la section III de l'article 1^{er} du décret (1/4)

Alinéa du III de l'article 1 ^{er}	Contenu de la section	Précision	Champ d'application
1°	Démarche générale de l'entité	Politique et stratégie d'investissement , liste des produits « durables » et pourcentage des encours totaux, adhésion de l'investisseur à une charte, un label ...	Obligatoire
2°	Moyens internes pour contribuer à la transition	Ressources financières, techniques et humaines dédiées à l'ESG, actions de renforcement des capacités internes ...	Application seuil 500M€
3°	Gouvernance de l'ESG au sein de l'entité	Connaissances, compétences et expérience des instances de gouvernance, inclusion des facteurs ESG dans les politiques de rémunération , intégration dans le règlement interne du conseil d'administration ...	Application seuil 500M€
4°	Stratégie d'engagement, politique de vote et compte-rendu	Stratégie d'engagement et politique de vote , et leur bilan de mise en œuvre (ex. part des entreprises en portefeuille couvertes, actions de suivi, dépôts et votes en AG de résolutions, décisions prises en matière d'investissement...)	Application seuil 500M€

Le détail du contenu des informations à publier est précisé dans la section III de l'article 1^{er} du décret (2/4)

Alinéa du III de l'article 1 ^{er}	Contenu de la section	Précision	Champ d'application
5°	Alignement taxonomie et part « énergies fossiles »	Part des encours « durables » (alignés sur la Taxonomie européenne) et des encours dans des entreprises actives dans les énergies fossiles	Application seuil 500M€
6°	Alignement sur l'Accord de Paris	Fixation d'objectifs quantitatifs et détails méthodologiques associés. En particulier, l'investisseur doit se fixer un objectif quantitatif à horizon 2030 (puis tous les 5 ans jusqu'en 2050), comprenant l'ensemble des émissions de gaz à effet de serre, et l'exprimer par une mesure de l'augmentation de température implicite (« mon portefeuille contribue à une augmentation de T° de l'ordre de 0,5°C ») ou un volume d'émissions de gaz à effet de serre	Application seuil 500M€ (et le cas échéant, fonds de 500M€)

Le détail du contenu des informations à publier est précisé dans la section III de l'article 1^{er} du décret (3/4)

Alinéa du III de l'article 1 ^{er}	Contenu de la section	Précision	Champ d'application
7°	Alignement biodiversité	Publication de la stratégie d'alignement sur les objectifs internationaux de préservation de la biodiversité, avec des objectifs chiffrés, et détails méthodologiques associés	Application seuil 500M€ (et le cas échéant, fonds de 500M€)
8°	Gestion des risques et spécificités des risques climatiques et biodiversité	Processus général d'identification, évaluation, priorisation et gestion et détails méthodologiques associés, avec un focus sur les risques physiques et de transition (climatiques) et les risques liés à l'érosion de la biodiversité	Application seuil 500M€ (et le cas échéant, fonds de 500M€)

Un premier exercice d'application



Des rapports publiés par plus de
400 institutions financières

Un exercice suivi de près par les
acteurs

Une analyse en cours des parties
prenantes, des **superviseurs** et du
Climate Transparency Hub

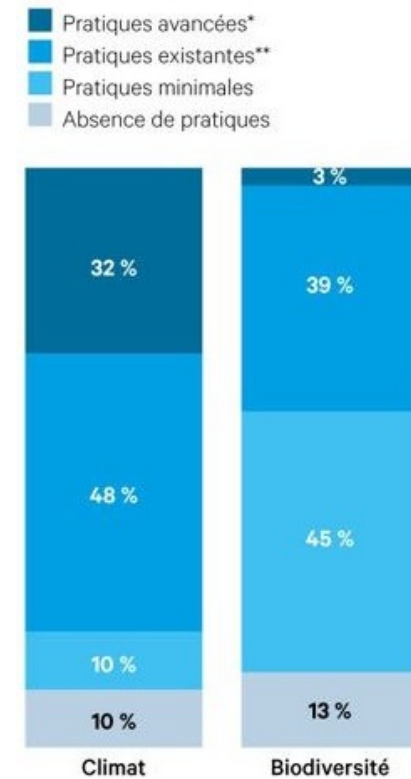


Des résultats très hétérogènes et
incomplets

Des résultats encore **peu comparables et
parcellaires**

La difficulté du sujet **biodiversité**

L'absence de déclinaison d'un plan
d'alignement **climat**



SOURCE : INDEF, « DE LA DÉCLARATION D'INTENTION À L'EXIGENCE DE L'ACTION », 15 SEPTEMBRE 2022

L'exercice 2023, des exigences inédites et importantes



Un enjeu de confirmation de l'exercice 2022

L'émergence de **bonnes pratiques** issues de l'exercice précédant

Une année de **maturité** supplémentaire des institutions financières et des cabinets

Vers un **cadre international** sur la biodiversité ?

Les premiers **retours des superviseurs**



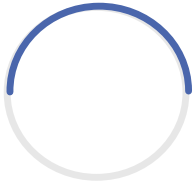
L'entrée en application de nombreuses dispositions structurantes

5° Les informations relatives à la **taxonomie** et la part des **énergies fossiles**

8° Les informations supplémentaires sur la prise en compte **des critères ESG dans la gestion des risques**

9° le **plan d'amélioration continue**

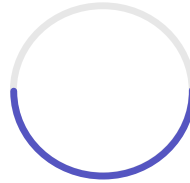
Les attentes des autorités publiques



EFFORT COLLECTIF

Une attente de **transparence** et
d'efforts déployés dans un
environnement contraint

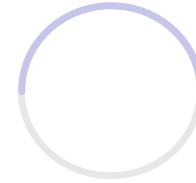
Un objectif partagé de
transformation de l'économie



PILOTAGE DE LA TRANSITION

La publication de la **stratégie
d'alignement** sur les objectifs
climatiques et de biodiversité
comme **exercice fondamental**

Vers des **chiffres utiles** pour le
législateur ?



PARIS, PLACE FINANCIÈRE VERTE

Continuer de **montrer l'avance
française** en termes de finance
durable

L'importance de la
**crédibilité des démarches
entreprises**



MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DES FINANCES ET DE LA SOUVERAINETÉ INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction générale du Trésor

Merci pour votre attention !

Pour plus d'information :

www.tresor.economie.gouv.fr



Agenda du jour

1. Exigences du décret Article 29 LEC - avec Arthur Campredon
- ▶ **2. Expertise climat et biodiversité : partenariat de CDC Biodiversité et Carbon4 Finance – avec *Antoine Cadi***
3. Présentation de Carbon4 Finance: 3 méthodologies climat et biodiversité – avec *Mélissa Perez*
4. Solution complète de rapport pour répondre à l'Article 29 LEC – avec *Mona Huys*
5. Temps de questions

A strategic partnership

Alliance based on an in-depth environmental and sectoral expertise

CDC BIODIVERSITÉ



- **Expertise in biodiversity** footprint tools
- Development of the **Global Biodiversity Score (GBS)** methodology

 **carbon4** | finance

- **Experienced data provider** on environmental issues
- **Global Coverage** of main equity and fixed income market indices

Objectives of the **Biodiversity Impact Analytics** database:

- help measure the risk of ecological transition,
- communicate impacts on biodiversity
- feed into broader reporting,
- facilitate engagement.

CDC Biodiversité ecosystem

Experience and values

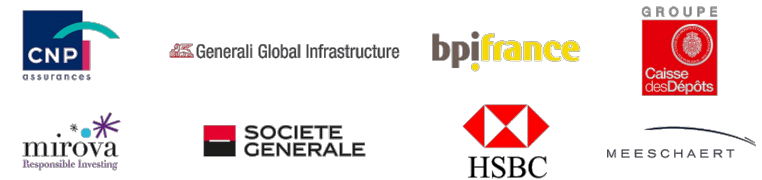
- **7 years experience on biodiversity footprint methodology**
- **Strong link with corporate:**
 - Club B4B+ founded in 2016
 - Multiple biodiversity footprint assessments conducted at the corporate level
- **Long-term support of Caisse des Dépôts**
- **Technical robustness and transparency:**
 - Yearly publications
 - Review committee conducted end of 2019



Corporates



Financial institutions



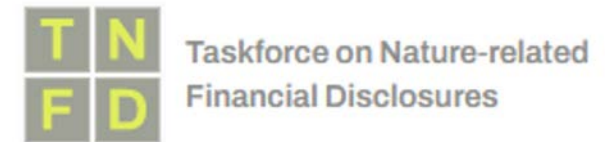
Partners



CDC Biodiversité ecosystem

CDC Biodiversité is heavily involved in national and international convergence and reporting initiatives

- **We are involved in national and international business and biodiversity platforms:**
 - EU Business & Biodiversity (B@B)
 - Natural Capital Coalition
 - Orée
 - EpE
- **We contribute to the emergence of national and international reporting framework**
 - TNFD (technical expert group member), TNFD Pilots
 - EU Green taxonomy & CSRD
 - Article 29 of the French Energy and Climate Act
- **We also participate to methodological convergence collaborations**
 - SBTN (technical expert group member)
 - ALIGN



Agenda du jour

1. Exigences du décret Article 29 LEC - avec Arthur Campredon
2. Expertise climat et biodiversité : partenariat de CDC Biodiversité et Carbon4 Finance – avec Antoine Cadi
- ▶ **3. Présentation de Carbon4 Finance: 3 méthodologies climat et biodiversité – avec Mélissa Perez**
4. Solution complète de rapport pour répondre à l'Article 29 LEC – avec Mona Huys
5. Temps de questions

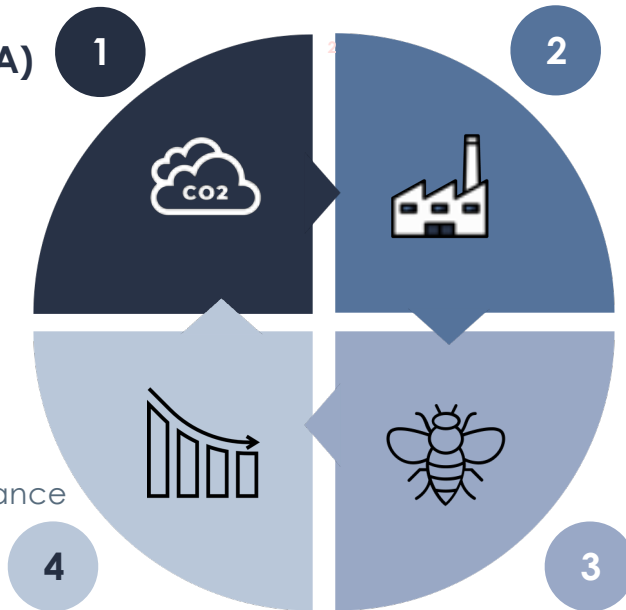
Our services

Assessment of transition risk (CIA)

Carbon footprint
Scope 1, 2 & 3
Emission Savings
Climate scenario alignment

Web platform & Datafeed

Issuer Analysis
Portfolio performance



Assessment of physical risks (CRIS)

7 climate Hazards
3 IPCC Scenarios
2 time-horizons

Assessment of Biodiversity Impact (BIA-GBS)

MSA.Km2
Scope 1, 2 & 3
10 Terrestrial and Aquatic pressures

Our approach



An innovative bottom-up technology



An international coverage (c. 120,000 instruments, corporate and sovereign)



+25 analysts, each specialized in specific sector



A multi-sector approach
Listed and unlisted Assets

Climate



 **carbone4** | conseil



carbon
impact
analytics



climate
risk
impact
screening

Biodiversity



CDC BIODIVERSITÉ



biodiversity
impact
analytics

Our approach



Robust, scientific and
transparent methodologies

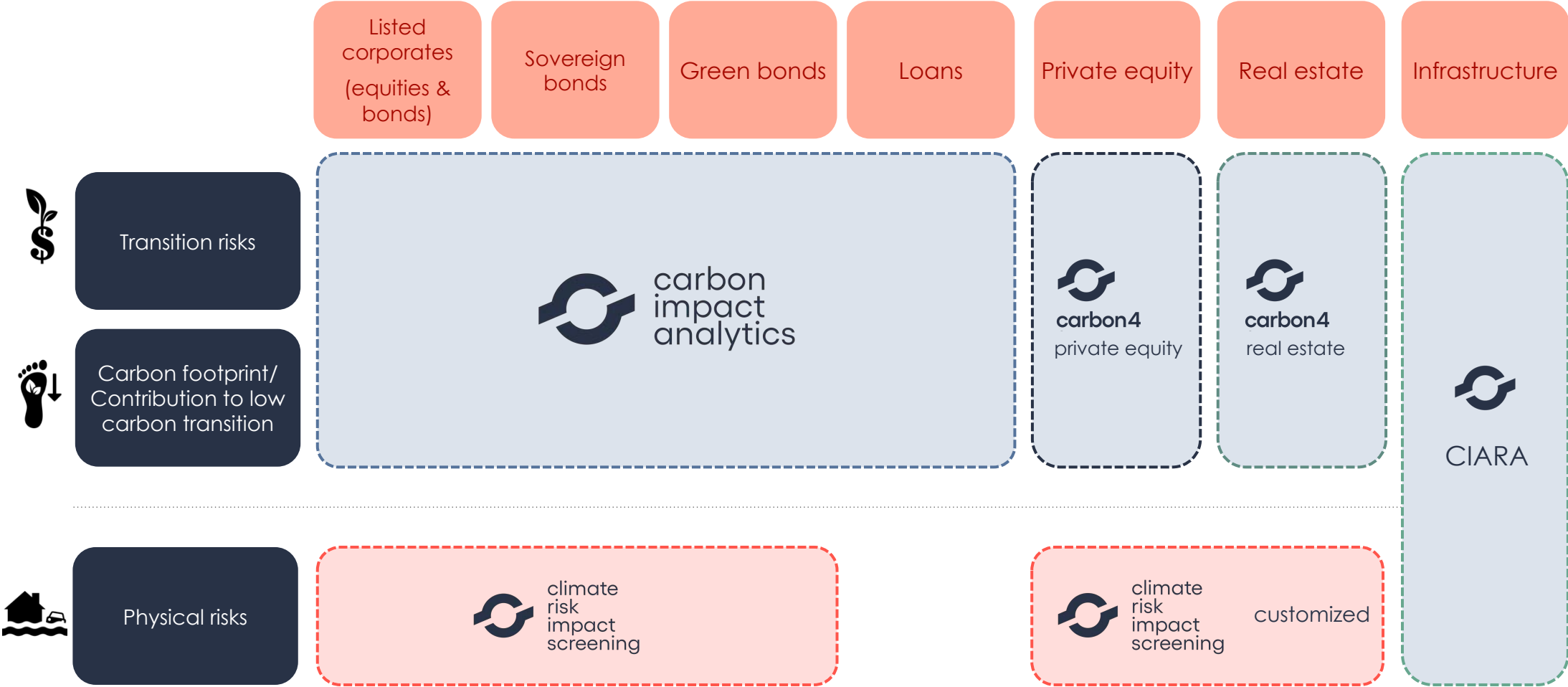


Support by methodological
experts and analysts



Customized and adapted to
Clients' needs

A comprehensive service offering with common methodological principles for all asset classes



Common methodological principles for all asset classes: bottom-up logic, measurement of Scope 3 emissions and emissions savings, qualitative forward-looking assessment, etc.

Carbon4 Finance, a pioneer in measuring the carbon impact of financial institutions

Securities portfolio



- ✓ Reporting requirements (TCFD-compliant, Article 29, SFDR)
- ✓ Transition and Physical risks
- ✓ Bottom-up data on 60 sectors (Equity, Sovereign, Green bonds)
- ✓ Additional sectoral data (energy, green/fossil shares, reserves, etc.)

Assets & Loan Book



- ✓ Carbon footprint of Loan & Credit Portfolios
- ✓ Implementation of climate score into credit process
- ✓ Exposure's assessment of central banks assets
- ✓ Research papers on climate risk impacts on financial value

Other collaborations



- ✓ Indices – Recast of Low Carbon 100, Euronext's low carbon index
- ✓ Fintech – positive impact financing and savings platforms
- ✓ Data integration into platforms
- ✓ Schools –conferences on the role of finance in climate mitigation, research paper

Climate data provider of the Eurosystem



- ✓ European Central Bank
- ✓ +20 Central Banks in Europe

BIA-GBS™, trusted to assess the biodiversity impact of investment portfolio

Securities portfolio



- ✓ Impact of an investment portfolio on biodiversity
- ✓ Communicate impacts on biodiversity
- ✓ Engagement with companies

Transparency & research



- ✓ Regulatory requirements (Article 29 French Energy & Climate Act)
- ✓ Research paper on biodiversity risk impacts on financial valuation
- ✓ Reporting



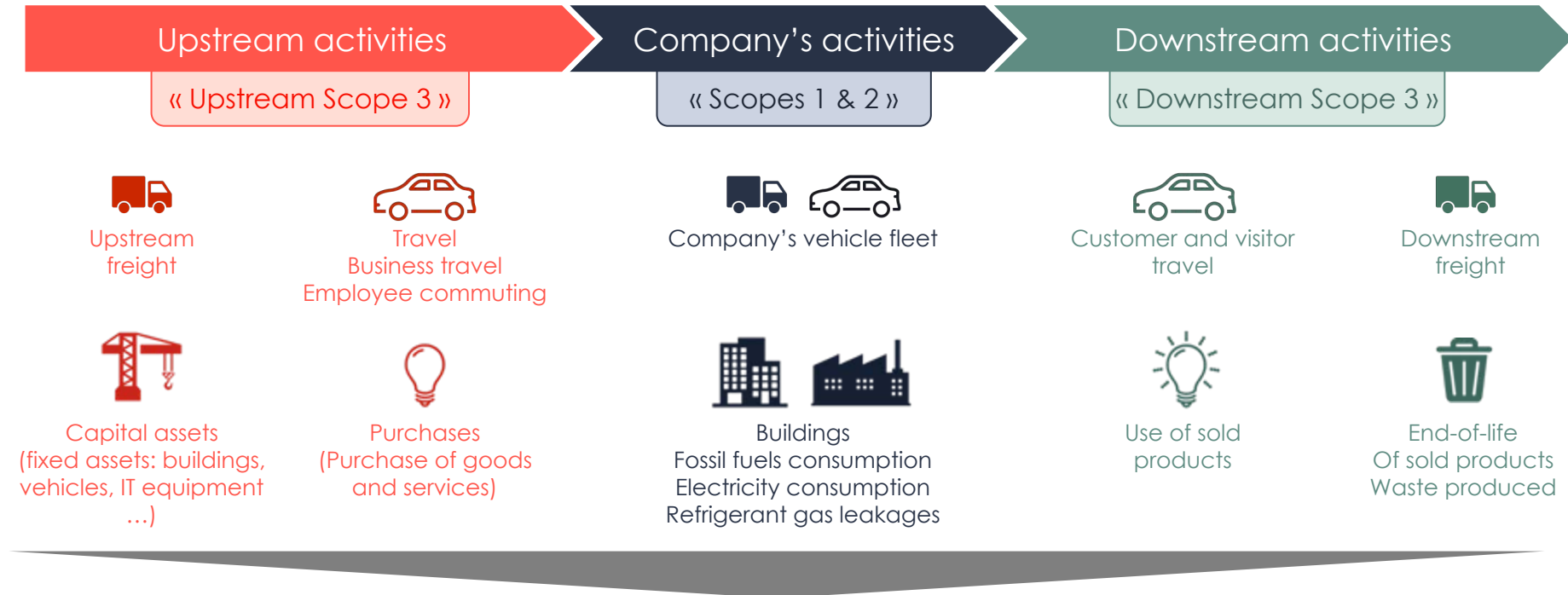
Méthodologie CIA

Evaluer les risques de transition liés au
changement climatique

Carbon accounting basis

What is scope 3?

- Accounting for scope 1, 2 and 3 emissions is the only way to capture climate challenges in a comprehensive way:



Methodology and sources used are based on the Greenhouse Gas Protocol, developed by the WRI and the WBCSD.

The key to facing the energy transition is Scope 3

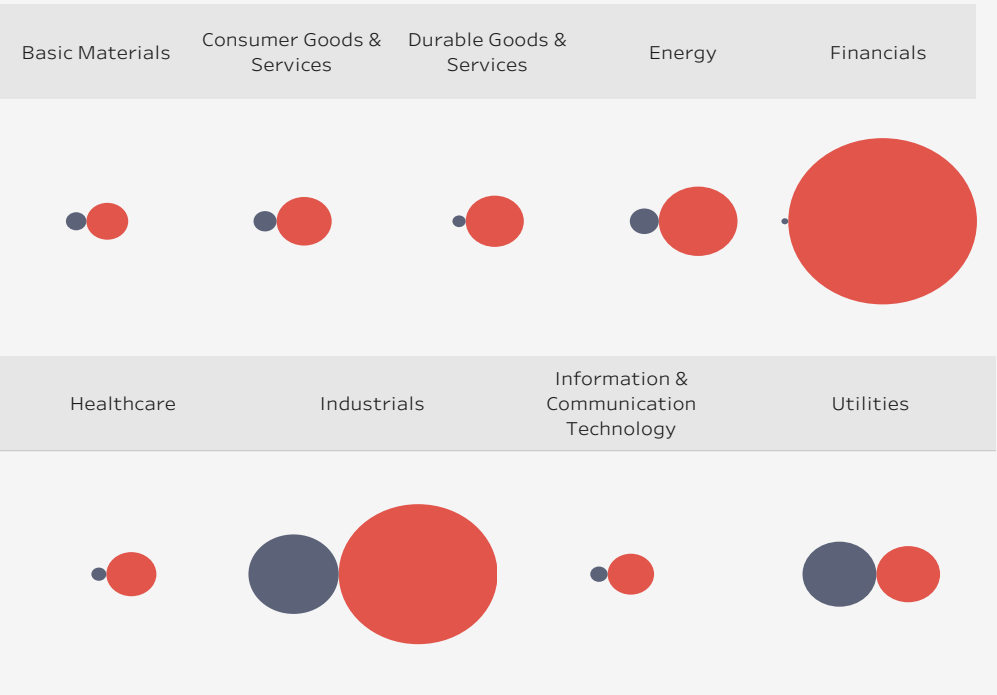
Analysis of STOXX 600

Importance of scope 3 emissions by sector

Comparison of induced Scope 1&2 and Scope 3 emissions of STOXX 600 companies, aggregated by sector.

The size of the circles is proportional to the amount of emissions (in tonnes of CO2 equivalent).

Legend
■ Scope 1&2 (tCO2e)
■ Scope 3 (tCO2e)



Source: CIA Database, 2021 (Carbon4 Finance)

CIA 4 key methodological pillars

- **Bottom-up approach** for more information, data precision, comparability, and qualitative analysis
In-depth assessment of portfolio constituents, followed by aggregation at the portfolio level
- **Value chain assessment including scope 1, 2 and 3 emissions**, to shed light on the “real” carbon dependency of assets
Sector-specific analysis with focus on high-stakes sectors and elimination of double counting
- **Assessment of emissions savings:** going beyond carbon footprinting to measure contribution and steer investments towards assets best positioned for the low-carbon transition
- **Forward-looking analysis:** where are your assets headed?
Rating system comparing company strategy, targets, and investments to 2-degree scenarios and sectoral benchmarks



Report on carbon impact and best practices



Stock-pick and manage investments within a sector (best-in-class) and between sectors



Enhance dialogue with portfolio constituents

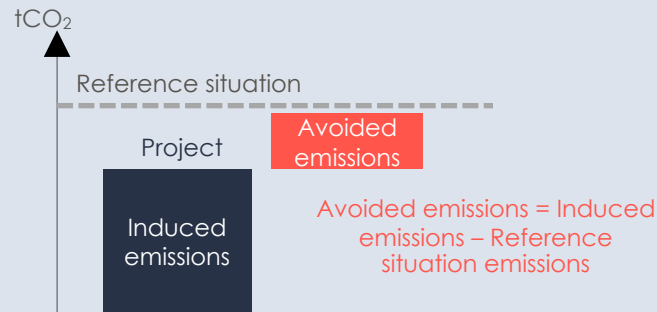
How are emissions savings assessed?

Emissions savings allow asset owners and managers to steer investments towards solutions for the low-carbon transition

$$\text{Emissions savings} = \text{avoided emissions} + \text{reduced emissions}$$

Replacement of the emissions that would have occurred without the company's activities :

- Comparison with a reference scenario



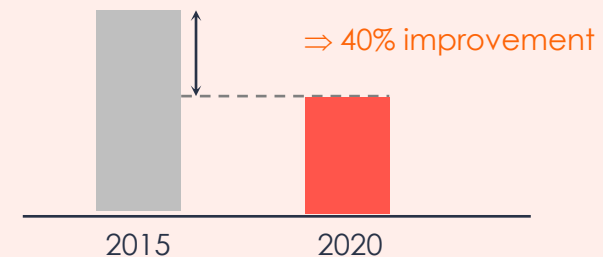
- Substitution by low-carbon solutions (Ex: replacement of the fleet by more efficient vehicles)

Based on process efficiency over a long period :

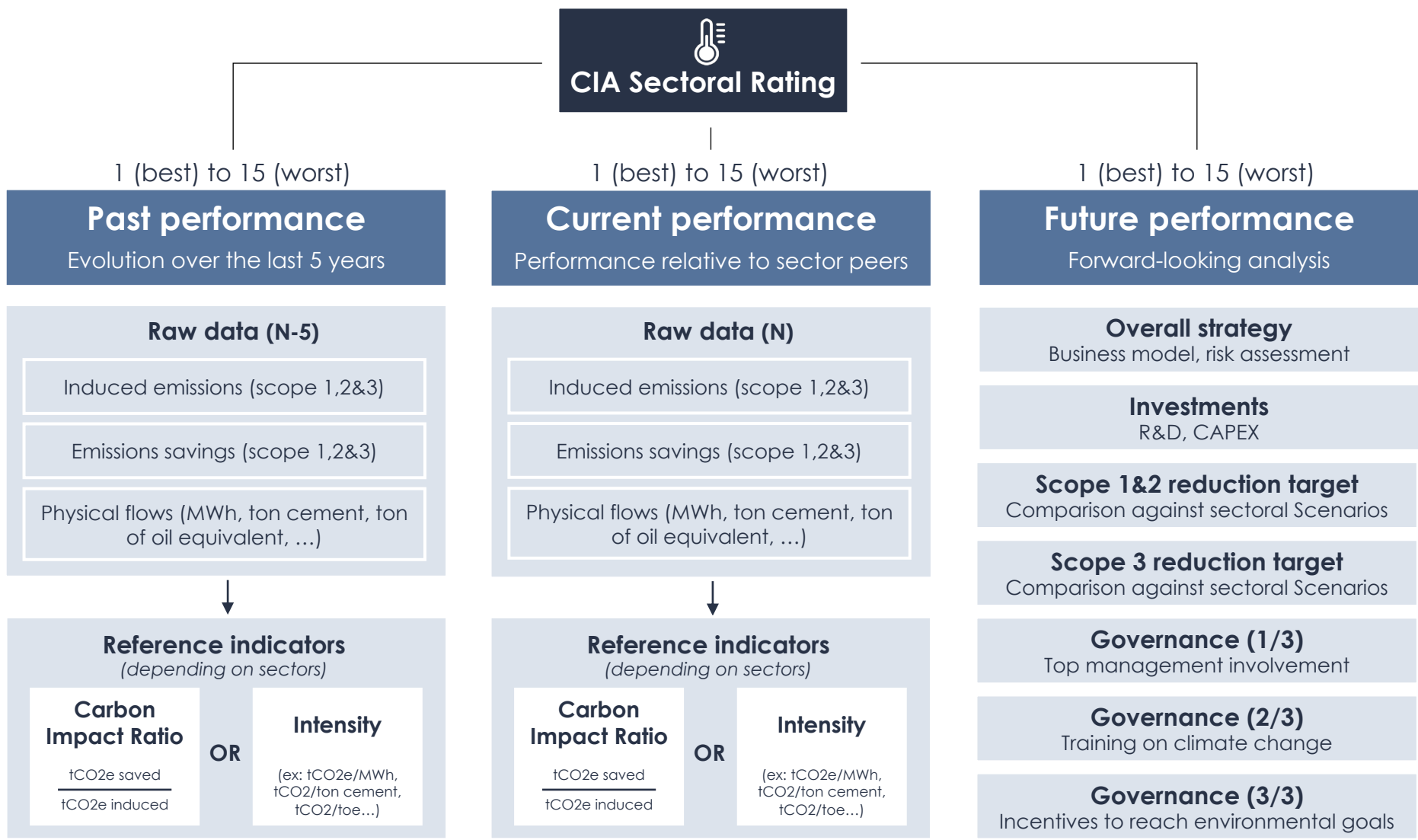
- Carbon intensity evolution

(Ex.: company's carbon intensity (tCO_2/ton or production unit) year Y-5)

Company carbon intensity (tCO_2/ton)

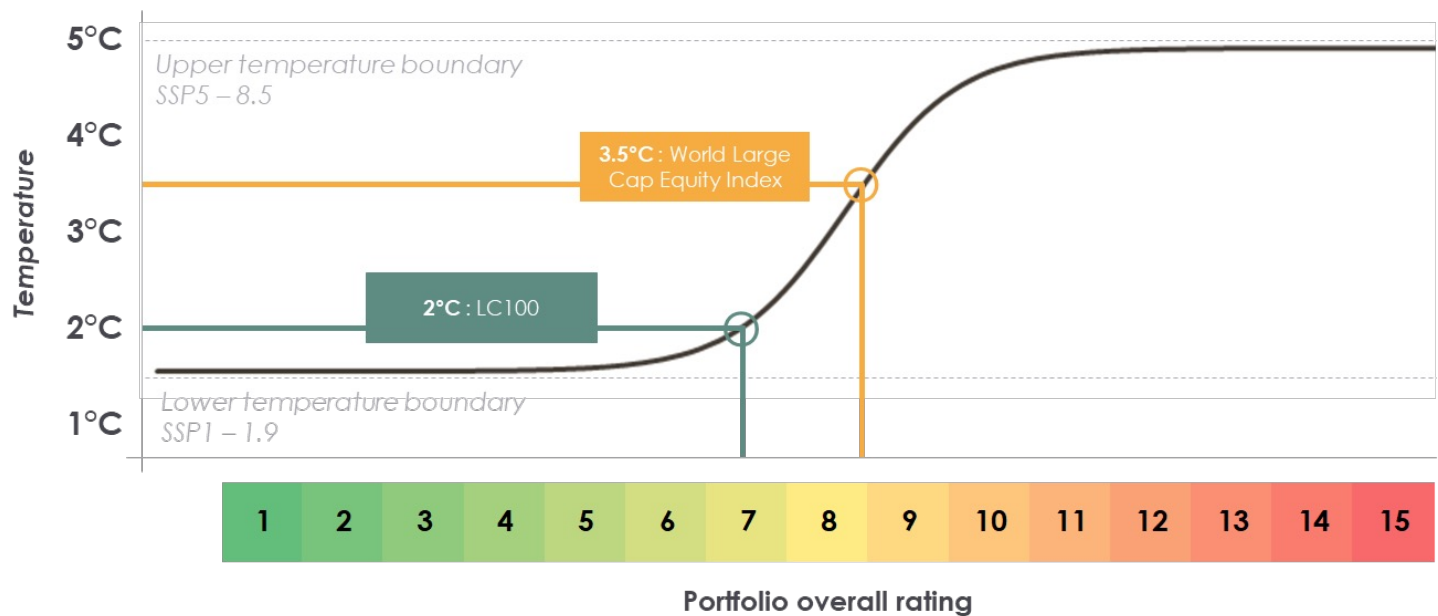
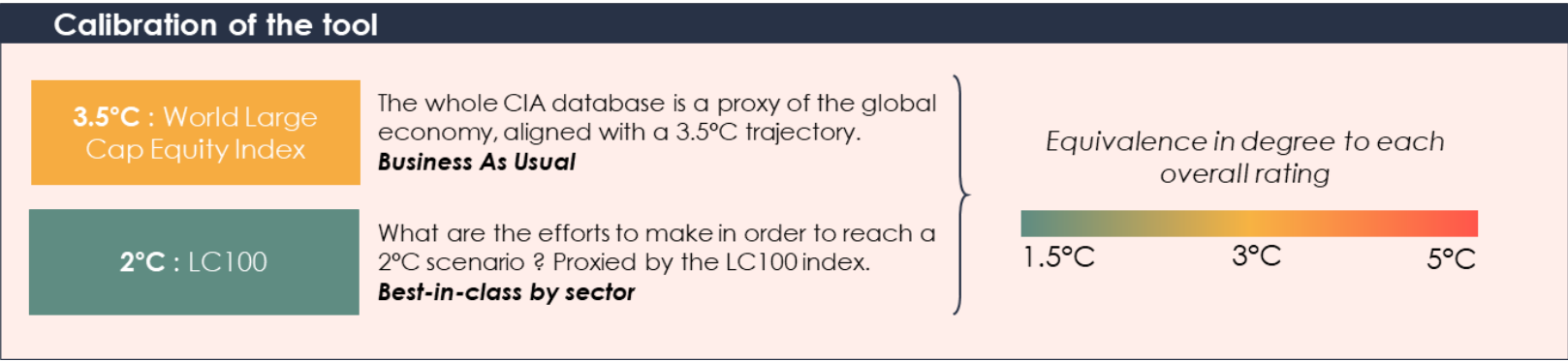


Our final score at issuer level: construction of the overall rating



Scenario-related benchmarks enable to assess the climate alignment of portfolios

- Carbon Impact Analytics provides conclusions on the alignment of a portfolio or index with a 2°C - compliant scenario.
- This alignment is a convention based on a scale of average overall ratings of underlying constituents.





Méthodologie CRIS

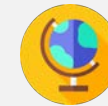
Evaluer les risques physiques liés au
changement climatique

CRIS key features

- **A complete approach** based on geographic and sectorial breakdowns of each company's activity.
In-depth assessment of portfolio's physical vulnerability to climate change. Covers primary, secondary and tertiary sectors, over their whole value chain.
- **7 direct hazards and 9 indirect hazards**, enables to assess:
 - Increase in average temperature
 - Change in the intensity or frequency of heatwaves
 - Changes in drought extreme
 - Changes in the intensity or frequency of rainfall extreme
 - Sea level rise
 - Changes in rainfall patterns
 - Changes in the intensity or frequency of storms*A Multi dimensional approach considering indirect hazards that can aggravate direct hazards.*
- **3 different scenarios:** low (RCP 4.5) , moderate (RCP 6) and high (RCP 8.5)
Emissions scenarios from the IPCC, themselves resulting from the aggregation of several peer-reviewed scenarios.
- **2 times horizons:** risk projections to mid-century and end of century.
Risk scores provided for 2050 and 2100.



MAIN FEATURES



**Geographical approach
based on revenues**



7 hazards



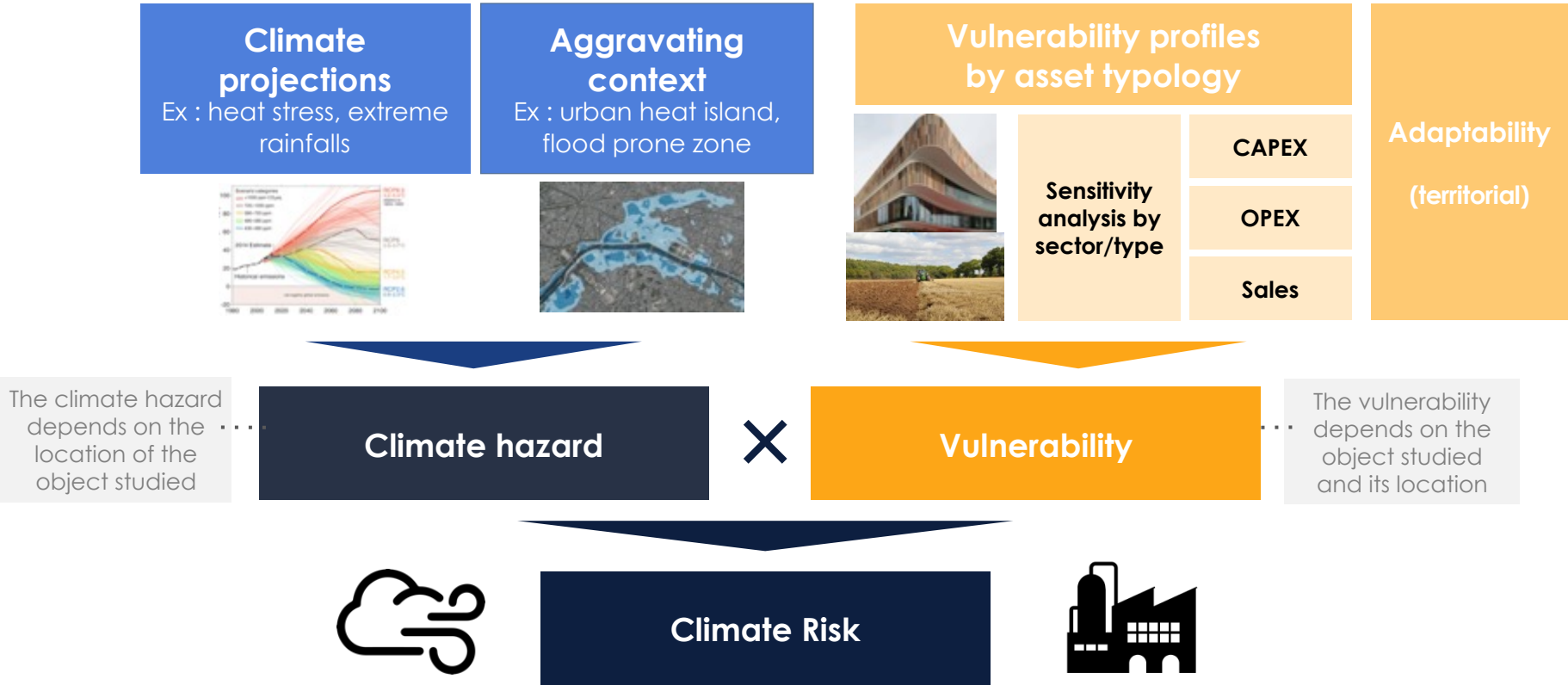
2 times horizon



3 scenarios

Physical risk score result from Climate hazard and vulnerability matrix

- Climate impacts brings additional financial risks at the asset level.
- Physical climate risks has to be assessed at the asset level as climate hazard intensity depends is geo-specific and vulnerability is sector and even asset-specific.



Méthodologie BIA-GBS™

Mesurer les impacts liés à l'érosion de la biodiversité et à la dépendance aux services écosystémiques

BIA's key features

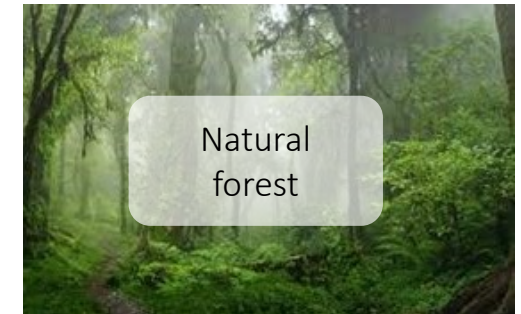
- **One aggregated metric in MSA** (Mean species abundance) relying on the GLOBIO model pressure – impact relationships
In-depth assessment of portfolio impact, in MSA.km2 and corresponding intensities
- **Biodiversity dimensions**, enables to maintain:
 - Ecosystem integrity
 - Biodiversity realms : terrestrial and aquatic
 - Time accountancy : static (stocks) and dynamic (flows)*A Multi dimensional approach to integrate the complexity of ecosystems*
- **Large value chain coverage**: considering scope 1, scope 2 and scope 3 upstream impacts (downstream in a case by case)
The model takes into account the whole value chain
- **Dependency score**: methodology available
Enables to measure the dependency of a portfolio to the 21 ecosystem services



MSA: the original metric

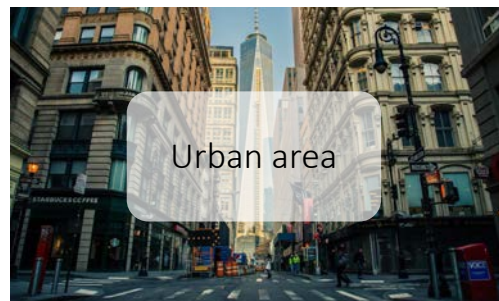
Metric: the GBS uses the MSA metric which evaluates ecosystems ecological integrity on a scale from 0 % to 100 %

FOREST ECOSYSTEM



0 %

100 %

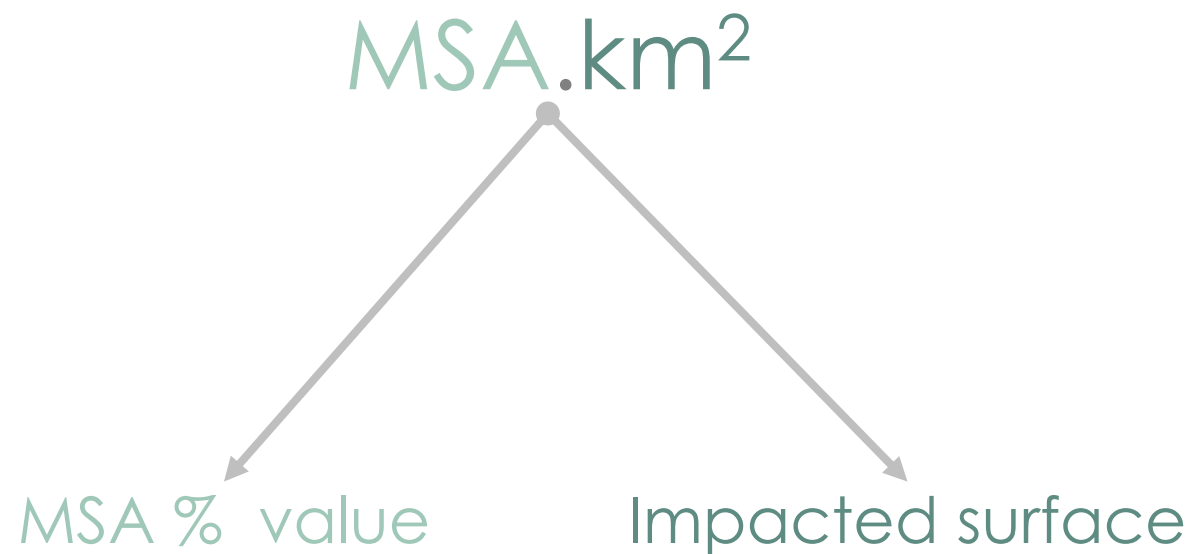


Source: GLOBIO

PASTURE ECOSYSTEM

MSA: the original metric

Mean Species Abundance(%) used in GLOBIO model



1 MSA.km² loss is equivalent to the artificialisation of 1km² of pristine natural ecosystem

Example

Conversion of pristine forest into a plantation on **100 km²**



MSA = 100 %

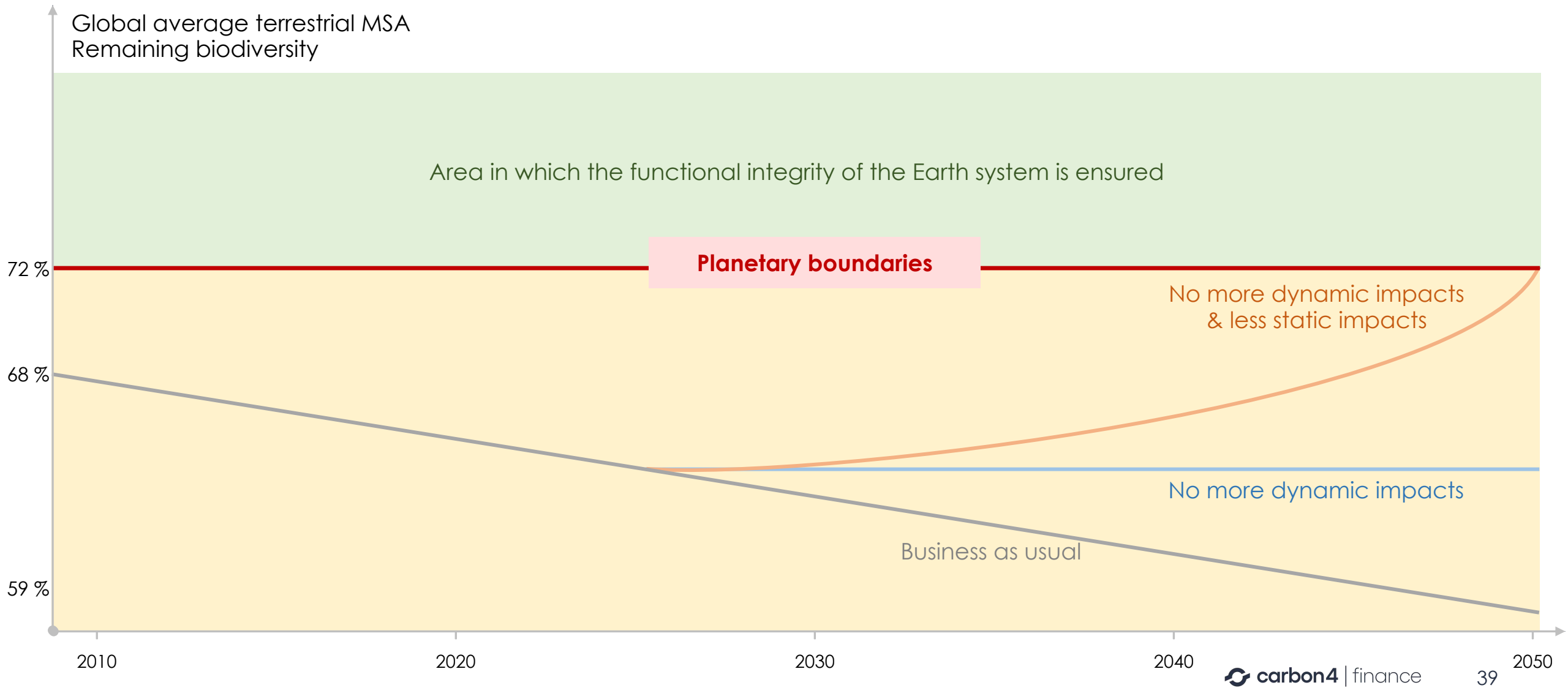


MSA = 30 %

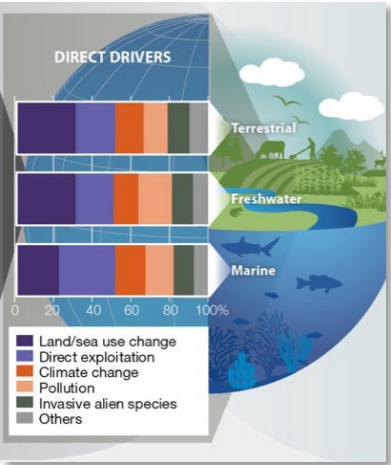
This conversion causes the loss of 70 MSA.km² of undisturbed ecosystem

$$(100 \% - 30 \%) \times 100 \text{ km}^2$$

Recovering an acceptable state of biodiversity



Pressures on biodiversity



IPBES PRESSURES		 GLOBAL BIODIVERSITY SCORE	GBS / GLOBIO PRESSURES	
	 Terrestrial	 Freshwater	 Marine	
Land/sea use change	Land use Fragmentation Encroachment	Wetland conversion	Not yet covered	
Direct exploitation	Pressures due to resources extraction (crops, woodlogs, mining...)	Hydrological disturbance due to direct water use		
Climate change	Climate change	Hydrological disturbance due to climate change		
Pollution	Atmospheric nitrogen deposition Terrestrial ecotoxicity	Land use in catchment of rivers & wetlands Freshwater eutrophication Freshwater ecotoxicity		
Invasive alien species	Not yet covered			

Biodiversity Impact Analytics

How to aggregate the data? Example

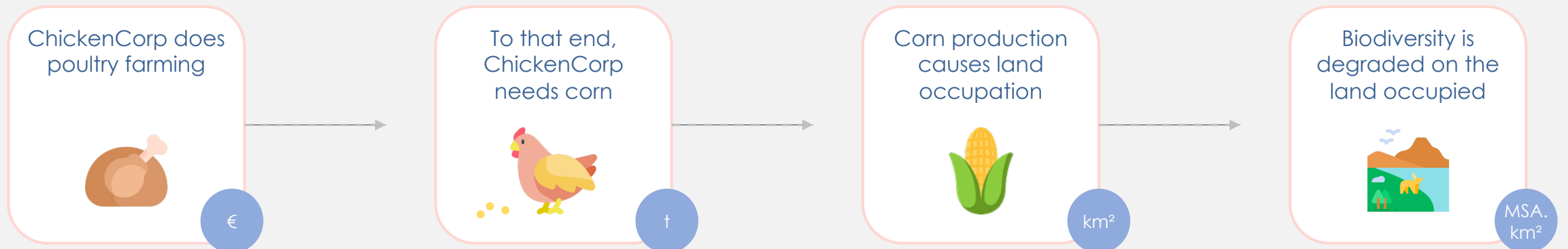


ASSESSMENT OF THE COMPANY'S IMPACT ON BIODIVERSITY



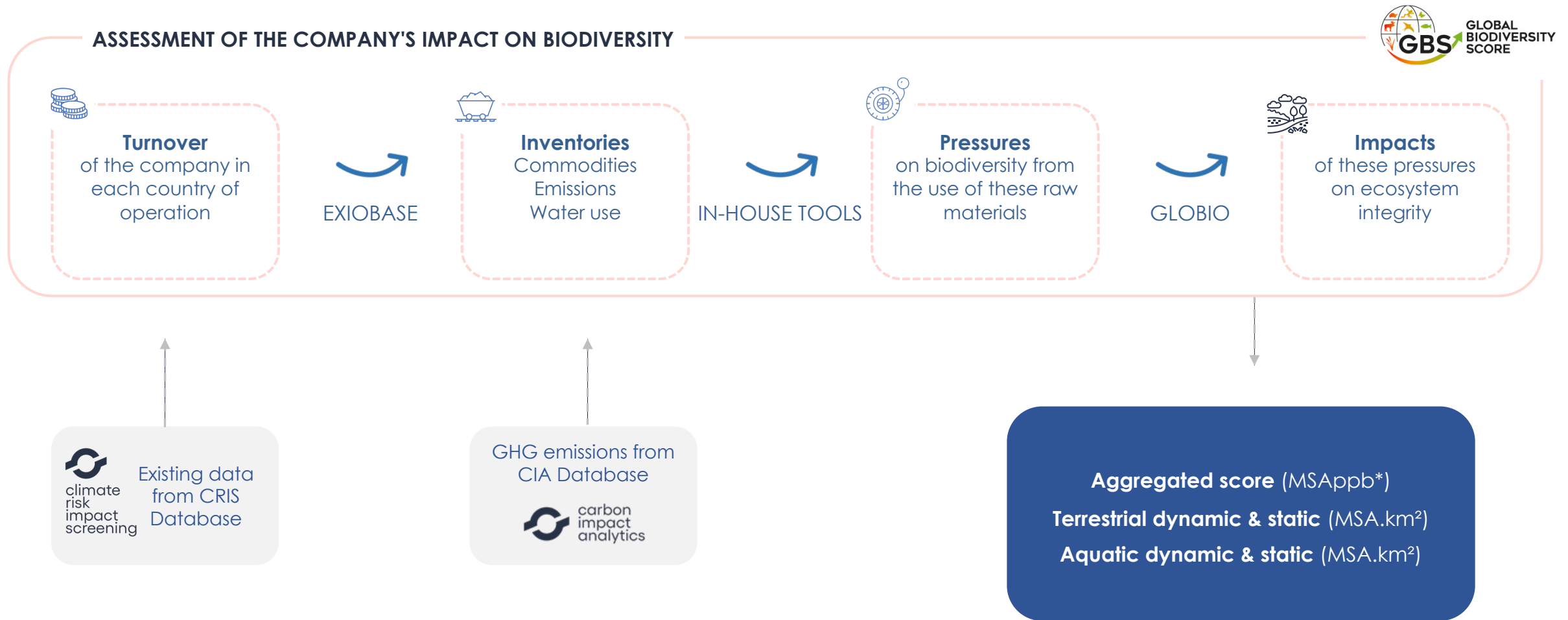
EXAMPLE

In the case of a poultry farming company, one of the impact would be associated to poultry feed production



Biodiversity Impact Analytics

How to aggregate the data?



GHG emissions are filled for scope 3 upstream and downstream. The other pressures are only covered on scope 3 upstream.

CDC Biodiversité and Carbon4 Finance also developed a solution to assess dependencies

The GBS can also assess the dependency to ecosystem services for Direct operations and the supply chain:

- The map gives the score of dependency for 3 value chain segments: Direct operations, Upstream and Vertically Integrated (i.e. Scope 1, Scope 2 and Scope 3 upstream combined)
- The score ranges from 0 (no know dependency) to 100 % (very high dependency to ecosystem services)
- Results will be given according to the levels of reporting



Ecosystem services
Source: GBS 1.3.2.0 computation, Mar 2022, Assessor's name

Illustration – Map from the GBS for dependencies to ecosystem services (fictitious figures)

The Value of Biodiversity Impact Analytics

TRANSPARENT



Based on the GBS methodology, transparent process in line with existing public taxonomies. The involvement of CDC B with marketplace workgroups will keep the GBS up to date with the upcoming biodiversity international events.

VALUE CHAIN APPROACH



It assesses the entire value chain, breaks down into geographies and activities, and finalizes with detailed analysis and a single indicator.

SECTORAL EXPERTISE



It calculates using quantifiable physical data from companies' public information, academic, similar environmental initiatives, and possibly open source metrics.

GLOBAL



As for the CIA and CRIS methodologies, the Global Biodiversity Score will be applicable across all asset classes (equity, bonds, private equity, real estate, infrastructure).

CONTINUOUS DEVELOPMENT



GBS will continue to grow and evolve through a collaborative effort in the financial and corporate sectors, allowing the emergence of a shared methodology.

FLEXIBILITY



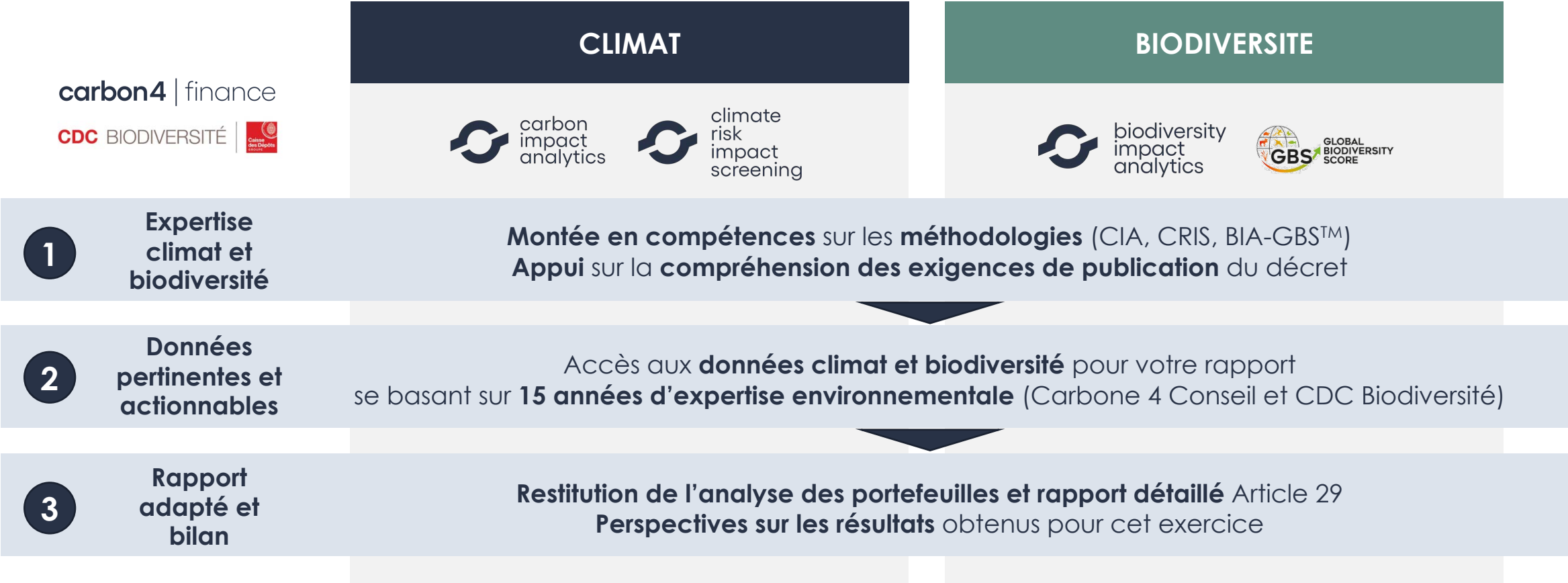
The database will be exportable and compatible with internal environmental assessment systems (all underlying data will be at disposal).

Agenda du jour

1. Exigences du décret Article 29 LEC - avec Arthur Campredon
2. Expertise climat et biodiversité : partenariat de CDC Biodiversité et Carbon4 Finance – avec Antoine Cadi
3. Présentation de Carbon4 Finance: 3 méthodologies climat et biodiversité – avec Mélissa Perez
- ▶ **4. Solution complète de rapport pour répondre à l'Article 29 LEC – avec Mona Huys**
5. Temps de questions

Nos bases de données et notre expertise offrent une solution complète qui équipe les investisseurs pour répondre à l'Article 29 LEC

Offre Article 29 clé en main



CIA, CRIS et BIA-GBS répondent parfaitement aux exigences du décret

Alinéa III de l'article 1^{er} relatif aux exigences de publication

Paragraphe	Idée générale	Couverture Carbon4 Finance	Date de publication
1°	Démarche générale de l'entité	À charge de l'entité*	2022
2°	Moyens internes pour contribuer à la transition	À charge de l'entité*	2022
3°	Gouvernance de l'ESG au sein de l'entité	À charge de l'entité*	2022
4°	Stratégie d'engagement, politique de vote et compte-rendu	À charge de l'entité*	2022
5°	Alignement sur la taxonomie européenne et la part d'énergie fossile	Couvert Résultats CIA	2023
6°	Alignement sur l'accord de Paris	Couvert Résultats CIA	2022
7°	Alignement biodiversité	Couvert Résultats BIA-GBS™	2022
8°	Gestion des risques et spécificités des risques climatiques et biodiversité	Couvert - 8° a) Résultats CIA, CRIS et BIA-GBS™	2022: 8° a); 2023
9°	Démarche d'amélioration et mesures correctives	À charge de l'entité*	2023

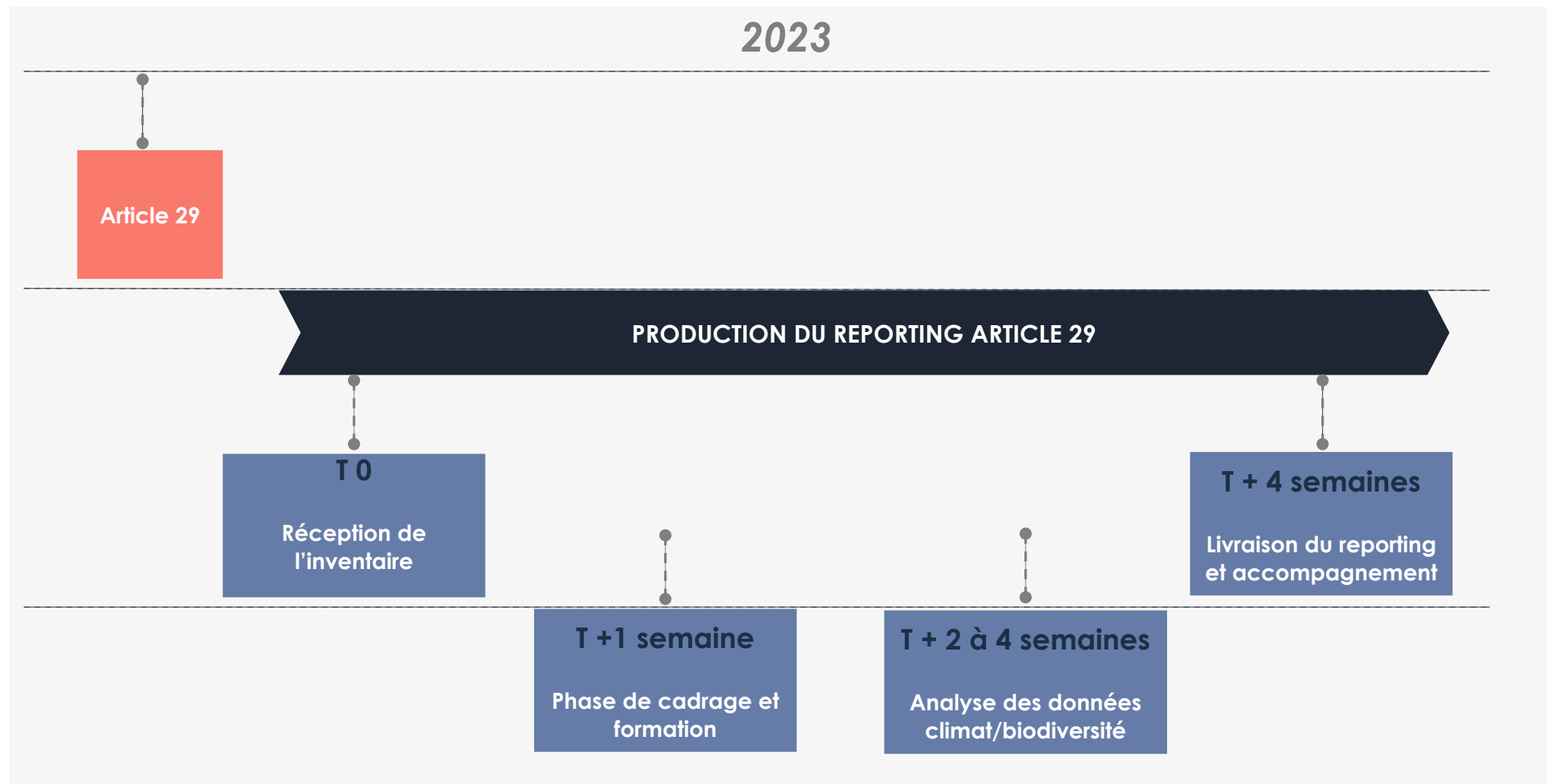
Carbon4 Finance fournit des résultats détaillés des informations sur la biodiversité et le climat à publier au regard du décret (1/2)

Paragraphe	Contenu	Détails	Indicateurs Carbon4 Finance
5°	Alignement sur la taxonomie européenne et la part d'énergie fossile	Part des encours "durables" (alignés sur la taxonomie européenne) et des encours des entreprises actives dans les combustibles fossiles.	CLIMAT • Part verte et part verte éligible à la Taxonomie Européenne • Part fossile et part brune (revenus provenant d'activités liées au charbon)
6°	Alignement sur l'Accord de Paris	Fixation d'objectifs quantitatifs et détails méthodologiques associés. L'investisseur doit notamment fixer un objectif quantitatif à l'horizon 2030 (puis tous les 5 ans jusqu'en 2050), incluant l'ensemble des émissions de gaz à effet de serre, et l'exprimer par une mesure de l'augmentation implicite de la température ("mon portefeuille contribue à une augmentation de T° d'environ 0,5°C") ou un volume d'émissions de gaz à effet de serre	CLIMAT • Mesure de l'augmentation de Température via la méthodologie CIA – Carbon Impact Analytics (T°)

Carbon4 Finance fournit des résultats détaillés des informations sur la biodiversité et le climat à publier au regard du décret (2/2)

Paragraphe	Contenu	Détails	Indicateurs Carbon4 Finance
7°	Alignement biodiversité	Publication de la stratégie d'alignement sur les objectifs internationaux de conservation de la biodiversité , avec des objectifs quantifiés et les détails méthodologiques associés.	BIODIVERSITE • Evaluation de la part des différentes pressions de l'IPBES dans le résultat • Utilisation d'un indicateur de mesure de l'impact biodiversité (Livraison de la méthodologie BIA-GBSTTM)
8°	Gestion des risques et spécificités des risques climatiques et biodiversité	Processus général d'identification, d'évaluation, de hiérarchisation et de gestion et détails méthodologiques associés , en mettant l'accent sur les risques physiques et de transition (climat) et sur les risques liés à la perte de biodiversité	BIODIVERSITE • Mesure de l'impact du portefeuille sur la biodiversité (Empreinte biodiversité, MSA.km2) • Mesurer la dépendance du portefeuille vis-à-vis des services écosystémiques (score de dépendance) CLIMAT • Mesure du risque de transition du portefeuille avec la méthodologie CIA – Carbon Impact Analytics (empreinte carbone, note de risque, analyse prospective de la stratégie) • Mesure de la vulnérabilité (risques physiques) du portefeuille avec la méthodologie CRIS – Climate Risk Impact Screening (Score de risque, selon 2 horizons de temps et 3 scénarios)

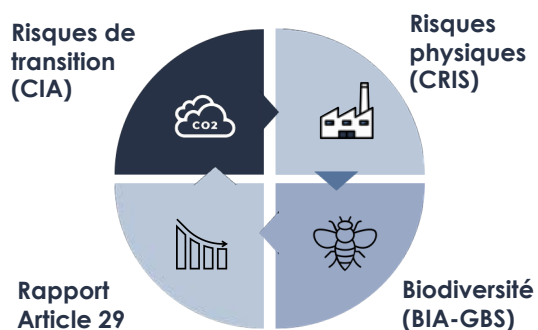
Offre Article 29 – Après réception de l'inventaire de vos portefeuilles, nous vous proposons de livrer le rapport sous 4 semaines



2022, une première édition pour la publication du rapport Article 29 : Retour sur ce premier exercice avec nos clients

Notre solution

- **Rapport réglementaire:** résultats agrégés sur les positions au 31/12/2021
- **Données climat et biodiversité complètes** sur tous les sous-jacents des portefeuilles
- **Accompagnement** : formation, réunion de lancement, restitution du bilan d'analyse



Quelques clients accompagnés



MACSF



CARDIF
BNP PARIBAS GROUP



Rothschild & Co



Mutuelle
des Architectes
Français assurances

Vous avez l'audace, nous avons l'assurance.



Harmonie
mutuelle
En harmonie avec votre santé



SANTÉ - PRÉVOYANCE - RETRAITE - ÉPARGNE

Témoignage

« Carbon4 Finance nous a donné **plus de perspectives sur nos challenges** et la **manière de les intégrer** dans notre **reporting**, basé sur **chaque secteur** et **chaque méthodologie**. »

« La **clé de succès** de notre partenariat tenait dans **le temps et l'honnêteté de nos discussions**. Car en tant que fournisseur de données, Carbon4 Finance **offre une perspective différente** sur ces enjeux. »

Andrea Sekularac, Rothschild & Co
Asset Management Europe

Agenda du jour

1. Exigences du décret Article 29 LEC - avec Arthur Campredon
2. Expertise climat et biodiversité : partenariat de CDC Biodiversité et Carbon4 Finance – avec Antoine Cadi
3. Présentation de Carbon4 Finance: 3 méthodologies climat et biodiversité – avec *Mélissa Perez*
4. Solution complète de rapport pour répondre à l'Article 29 LEC – avec Mona Huys



5. Temps de questions



Article 29 : nouvelles exigences et nouvelles ambitions pour 2023

Session de questions & réponses

28 Octobre 2022



Direction générale du Trésor





Contact: Sales@carbon4finance.com

54 rue de Clichy 75 009 Paris

+33 (0)1 87 44 84 99

www.carbon4finance.com